



ETUDIANT A L'IFSI

Retour et bilan de la mobilisation au CH du Mans

Après plus de 6 semaines de mobilisation, les salariés du CH du Mans ont décidé de suspendre le mouvement début avril. Bien que le mouvement n'ait pas permis de gagner sur toutes nos revendications, la lutte des soignants a rempli plusieurs objectifs : faire entendre la colère des soignants du Mans aux usagers, faire pression sur la direction du CH pour obtenir une rallonge budgétaire, faire un petit pas dans la construction d'un mouvement national dans la santé.

La colère des salariés

La mobilisation est partie des salariés des urgences et s'est étendue dans plusieurs autres services. Malgré les réquisitions des grévistes, les collègues ont réussi à se mobiliser en dehors de leur temps de travail ou de réquisition. Ils n'ont pas hésité à envahir le conseil de surveillance du CH pour montrer à la direction comme à Boulard (sénateur maire PS du Mans) que l'hôpital ne pouvait plus fonctionner dans ces conditions.

Ainsi, la direction du CH a dû lâcher une rallonge budgétaire de 900 000 € ce qui représente environ 22 postes. Bien sur ce n'est pas suffisant pour réduire la surcharge de travail des collègues, pouvoir les remplacer lorsqu'il y a des imprévus ou encore garantir une prise en soin de qualité pour les patients.

Mais alors que la direction nous expliquait qu'aucun effort financier n'était possible, cela démontre qu'en se mobilisant, même de manière minoritaire, la lutte paie !

La lutte des soignants a permis aussi de montrer le soutien que nous donnait la population. Une pétition a permis de récolter plus de 3000 signatures pour défendre nos conditions de travail qui va de pair avec des soins de qualité pour les patients.

Etudiants et futurs soignants répondent présents !

Les étudiants se sont également mobilisés en fonction de leur rythme entre cours et stages. L'accueil reçu par les collègues soignants lors de notre participation était très chaleureux, cela a montré qu'étudiant comme travailleur, nous avons les mêmes intérêts et des préoccupations communes pour améliorer notre système de santé.

Sur l'IFSI, nous avons pu organiser une assemblée générale pour discuter de la mobilisation et se coordonner pour résister. Assemblée générale ou tout le monde était invité à participer ; formateurs, ASI, secrétaires etc... **Car, dans un IFSI, comme sur son lieu de travail, la démocratie c'est lorsque l'ensemble de ceux qui y travaillent, discutent et s'organisent tous ensemble.**

Coordonner les luttes, une nécessité à l'échelle locale comme nationale

A l'image de ce que nous avons cherché à faire sur l'IFSI, pour gagner il faut que les salariés arrivent à se coordonner sur l'ensemble de l'hôpital et pas seulement dans certains services. La situation sociale dans les hôpitaux est la même partout. En ce moment, dans les hôpitaux de Paris, le temps de travail va être modifié et une partie des RTT va être supprimée. Le gouvernement prévoit de nouvelles économies qui vont limiter les emplois pour les futurs diplômés. C'est pour cela que la perspective de construire un mouvement de l'ensemble des soignants devient une nécessité. Un mouvement qui permettrait d'avoir le rapport de force nécessaire pour faire plier les plans d'économies du gouvernement et d'embaucher à hauteur des besoins.

S'organiser au quotidien pour résister !

Pour construire une mobilisation dans l'ensemble des services, il faut que nous soyons plus nombreux à nous organiser au quotidien. C'est à cela que sert le syndicat, rester mobilisé même dans les périodes où il n'y a pas de luttes. Alors, étudiant ou salarié, syndiques toi pour être informé de tes droits et préparer les prochaines mobilisations.

Pour nous contacter : cgt@ch-lemans.fr

02 43 43 29 00

<http://cgtchdumans.reference-syndicale.fr/>

Dans ton agenda :

Conférence débat sur le Burn out lundi 15 juin 20h15

Organisé par la CGT à l'amphi de l'IFSI

Les brèves de l'IFSI

Mobilisation à l'AP-HP (Hopitaux de Paris)

La colère monte à l'AP-HP, le plus grand établissement hospitalier de France avec 90 000 salariés. En effet, le plan « Hirsch » vise à imposer 25 millions d'économies sur le dos du personnel et des patients. A Paris comme ailleurs, les salariés n'en peuvent plus, par exemple à l'AP-HP, le nombre d'heures à récupérer atteint le chiffre de 1 millions ! Et la direction est dans l'incapacité de les accorder ou de les payer...

Martin Hirsch a donc trouvé la solution. Embaucher ? Non évidemment, mais rallonger le temps de travail. En un mot travailler plus pour gagner moins puisque les salaires sont bloqués depuis 7 ans.

Concrètement, le plan Hirsch va remettre en cause les RTT, le temps d'habillage et de déshabillage, le temps de pause et de repas, les journées de congé.

C'est pour cela qu'un bras de fer s'engage en ce moment avec les salariés. Jeudi 21 mai, ils étaient 8 000 à manifester dans les rues parisiennes. Et ce n'est qu'un début !

Trop chère la journée étudiante de fin d'année ?

Comme chaque fin d'année, une (demi) journée de « désintégration » est prévue permettant de se retrouver avec les étudiants, formateurs et personnels de l'IFSI dans un cadre convivial. Il semble que cette année l'organisation de cette journée ne soit pas simple. Les étudiants avaient proposé une course d'orientation dans les bois de Changé avec une asso qui a l'habitude d'organiser cet événement. Sauf que cela coute trop cher pour la directrice (plusieurs centaines d'euros pour couvrir les frais d'assurance qui sont obligatoires). Ainsi, la journée de fin d'année n'est plus assurée, la discussion doit avoir lieu au prochain conseil de vie. Si nous n'avons plus d'argent à l'IFSI pourquoi ne pas organiser une course d'orientation pour trouver les clés du coffre fort de l'IFSI ?

Ordre infirmier, vers l'abrogation ?

La seule bonne nouvelle du débat parlementaire sur la « loi Touraine » était la suppression de l'Ordre National Infirmier, votée par les députés malgré l'avis du gouvernement. La bataille pour la suppression de cet Ordre, rejeté par la grande majorité des professionnels, n'est pourtant pas acquise.

Les défenseurs de l'Ordre n'ont pas dit leur dernier mot. Ils se sont adressés au Président de la République et au 1er ministre, pour faire abroger le vote des députés et ils ont trouvé apparemment des soutiens.

Avec la mise en place de l'ordre, il faudra payer chaque année pour avoir le droit de travailler. Cet ordre n'est absolument pas représentatif des IDE puisque très peu y sont adhérents et encore moins ont voté pour élire les représentants de l'ordre. Il est, au passage, très décevant que la FNEI défende le maintien de l'ordre. Ce n'est pas d'une corporation dont nous avons besoin mais d'une revalorisation de notre métier, d'augmentation de moyens et de personnels ! Pour y arriver, cela passera par des luttes collectives !

La bonne blague de la directrice sur la gestion des blouses

Alors que la promotion actuelle de 2ème année était la première promotion à voir les blouses devenir payantes, la directrice a proposé que ce soit le BDE qui s'occupe de faire le lien entre les étudiants et le fournisseur. Le seul intérêt pour le BDE serait de prendre une marge sur la vente des blouses au 1ère année... En somme, la directrice se débarrasse de la gestion des blouses et pour faire passer la pilule des blouses devenues payantes, le BDE peut s'arroser sur les nouveaux étudiants... C'est évidemment intolérable ! Alors qu'un système de blouses qui tourneraient entre les 3ème années terminant leur formation et les 1ère années arrivant, pourraient permettre un retour à la gratuité des blouses ou du moins à réduire son prix, un système gagnant-gagnant en quelque sorte. C'est ce que nous allons essayer d'obtenir au prochain conseil de vie.